

En 2020 l'Institut national de statistique a publié les résultats de l'enquête sur le budget des ménages 2017 et l'enquête Multiple Indicator Cluster Survey 2019 (MICS6-STP). Ces rapports fournissent une base d'information actualisée permettant d'avoir des statistiques fiables concernant l'eau et l'assainissement.

Les statistiques du MICS6-STP (réalisé avec financement de l'UE, co-financement de l'UNICEF et appui technique du FNUAP) sont compilées selon une méthodologie qui permet de comparer au niveau international les résultats atteints par STP. En outre, ces statistiques peuvent être comparées avec l'enquête MICS réalisée en 2014, en donnant une vision sur la trajectoire des résultats atteints par la mise en œuvre des politiques publiques dans le secteur de l'eau et l'assainissement.

En particulier, il est important de souligner les tendances suivantes entre 2014 et 2019 :

- Le pourcentage de la population ayant accès à des sources d'approvisionnement en eau potable améliorées a augmenté (de 93,9% à 97,5%) ;
- Le pourcentage de femmes qui au sein des ménages sont en charge de l'approvisionnement en eau a diminué (de 69,3% à 49,8%), avec un rééquilibrage de la répartition de cette tâche entre hommes et femmes;
- Le pourcentage de ménages qui n'utilisent aucune méthode de traitement de l'eau a diminué (de 93% à 91,7%) ;
- Le pourcentage de la population utilisant des installations sanitaires améliorées a augmenté (de 47,4% à 50,1%);
- La défécation en plein air reste une pratique largement diffusée, même si on peut noter une tendance à la baisse (de 48,4% à 45,5%).

En général, toutes ces dimensions montrent une meilleure performance en milieu urbain comparé avec le milieu rural. Néanmoins, la défécation en plein air est une exception à cette tendance, étant donné que cette pratique est plus diffusée en milieu urbain, contrairement à ce qu'on pourrait attendre.

L'accès à l'eau potable et à des installations d'assainissement améliorées reste donc un défi important pour le développement humain de STP. En outre, il convient de noter qu'en décembre 2021, STP a été frappé par des pluies torrentielles et des inondations, l'événement climatique le plus extrême des trois dernières décennies. Cela a causé d'importantes souffrances allant de la perte de vies humaines aux dommages matériels. Les inondations ont rendu toute la zone de la capitale impraticable. En outre, les crues soudaines ont détruit plusieurs maisons et le centre de traitement de l'eau dans la ville de Neves, et ont causé des dommages considérables dans d'autres secteurs, notamment l'agriculture. Il convient aussi de noter que récemment les autorités nationales ont diffusé des statistiques qui montrent une augmentation assez préoccupante des infections de dengue, mettant encore plus l'accent sur l'urgence d'améliorer les conditions d'assainissement environnementale, en particulier en ce qui concerne le besoin d'un réseau d'évacuation des eaux.

Le manque de ressources financières et les ressources humaines limitées restent le problème majeur. La participation progressive du secteur privé et la mobilisation d'autres ressources financières, notamment à partir de mise œuvre du Fonds Eau prévu dans la loi-cadre n° 07/2018, devrait aider à mitiger graduellement cette situation.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

L'action bénéficiera toute la population de Sao Tomé-et-Principe, en contribuant à améliorer les conditions d'accès à l'assainissement et à l'eau potable et à augmenter la redevabilité des institutions publiques, à travers l'amélioration de la GFP et de la transparence budgétaire. Les secteurs plus vulnérables de la population sont spécifiquement ciblés par cette action, par l'extension du réseau d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable qui contribuera aux efforts d'éradication de la pauvreté et de développement humain de STP. Les organisations de la société civile auront également un rôle de supervision de la mise en œuvre des politiques publiques, et pourront bénéficier d'une meilleure transparence et redevabilité résultant de la mise en œuvre du programme d'appui budgétaire.